

Mesures à prendre pour que la Hearings Division décide de l'admissibilité de l'appel

1) L'appel est-il parvenu à la Hearings Division dans les délais qui figurent ci-dessous ?

OUI NON

L'appel sera rejeté s'il est reçu plus de 30 jours après la date de décision, à moins qu'une demande de prorogation n'ait été faite en temps opportun. Si la décision a été envoyée par la poste, la date limite d'appel est de 35 jours à compter de la date de décision. La date de décision figure au début de la décision d'audience. Les Répondants doivent également remplir les étapes 2, 3a et 3b ci-dessous. Les Agences d'exécution des peines doivent suivre l'étape 4 ci-dessous.

RÉSERVÉ AU RÉPONDANTS - VOUS DEVEZ REMPLIR LA PREUVE DE PAIEMENT ET LA PREUVE DE REMISE DES DOCUMENTS CI-DESSOUS

2) Vous **DEVEZ** cocher oui à l'un des choix ci-dessous pour faire appel :

- **La pénalité a été payée en entier ou le paiement de la pénalité totale a été annulé par l'agence.** OUI NON

La pénalité doit être payée en totalité avant de pouvoir décider sur le recours en appel

Véhicules pour location et taxis : Le paiement ou la dispense de paiement n'est pas exigé si la citation concerne une violation d'une loi ou d'un règlement imposé par la Commission des taxis et limousines.

Dossiers concernant les consommateurs : Même si le paiement intégral de la pénalité a été annulé, si la décision du Hearing Officer ordonne le paiement de la restitution, le Répondant doit déposer le montant de la restitution auprès du Département des affaires à la Consommation.

Plans de paiement : Si le Répondant a conclu un plan de paiement avec l'organisme responsable de la perception du paiement des amendes ou des pénalités, vous devez joindre une copie du plan de paiement.

- **Le Répondant qui est autorisé à exécuter un Service communautaire au lieu de payer une pénalité civile a contacté le CCI pour opter pour le Service communautaire et cette option a été admise.** OUI NON

Pour les cas des personnes pouvant opter pour le Service communautaire en vertu de la Loi sur la réforme de la justice pénale seulement, le Répondant n'a pas à payer la pénalité ou à terminer le Service communautaire pour interjeter appel tant qu'il a contacté le CCI pour opter pour le Service communautaire et que cette option a été admise. (Les coordonnées de CCI figurent au verso de la décision d'audience.)

- **Le Répondant demande une dispense de paiement de la pénalité parce qu'elle pose une difficulté financière pendant que le recours en appel est décidé.** OUI NON

Vous **DEVEZ** joindre la preuve de vos difficultés financières, comme les deux premières pages de la déclaration de revenus fédérale du Répondant et expliquer ci-dessous en quoi le paiement de la pénalité constituerait une difficulté financière particulière pour le Répondant.

3a) J'envoie une copie de l'appel à (cochez la case à côté de l'agence à laquelle vous envoyez la copie de l'appel):

- | | | | | |
|---|--|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Constitution des dossiers
Dept. of Buildings
Administrative Enforcement Unit
280 Broadway, 5 th Floor
New York, NY 10007 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant l'assainissement, le recyclage et l'affichage ; Dossiers concernant les véhicules abandonnés ;
Department of Sanitation
Bureau of Legal Affairs
125 Worth Street, 7 th Floor
New York, NY 10013 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant le Code incendie (y compris les feux d'artifice) ;
FDNY Legal Enforcement Unit
Bureau of Legal Affairs
9 Metrotech Center, 4 th Floor
Brooklyn, NY 11201 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant le transport de containers de boissons alcoolisées ouverts ;
New York City Police Dept.
Attn: Legal Bureau
1 Police Plaza, Room 1406
New York, NY 10007 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant le Code de la santé, la restauration ; Dossiers concernant les vendeurs de produits alimentaires et les SRO ;
DOHMH General Counsel
42-09 28th Street, 14 th Floor CN-30
Long Island City, NY 11101-4132 |
| <input type="checkbox"/> Dossiers concernant l'air, le bruit, l'eau, les RTK et les matériaux dangereux ; Dossiers concernant le système des égouts ;
DEP General Counsel
59-17 Junction Blvd, 19 th Floor
Flushing, NY 11373-5108 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant le Code du transport et les vendeurs de journaux ;
Dept. of Transportation
c/o Asst. Commissioner, HIQA
55 Water Street, 7 th Floor
New York, NY 10041 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant le Département des parcs, l'Hudson River Park et le Battery Park City ;
Parks Dept. Counsel's Office
The Arsenal, 830 5 th Avenue
New York, NY 10065 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant les téléphones publics payants ;
DOITT Customer Service Coordinator
Public Pay Telephones
75 Park Place, 9th Fl.
New York, NY 10007 | |
| <input type="checkbox"/> Dossiers concernant les marchés ;
Business Integrity Comm., Gen. Counsel
100 Church Street, 20 th Floor
New York, NY 10007 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant les consommateurs et vendeurs en général ;
Dept. of Consumer Affairs, General Counsel
42 Broadway, 8 th Floor
New York, NY 10004 | <input type="checkbox"/> Dossiers points de repère ;
Landmarks Preservation Commission
Municipal Bldg., 1 Centre St., 9th Fl., North
New York, NY 10005 | <input type="checkbox"/> Dossiers concernant les véhicules de location et les taxis ;
NYC Taxi & Limousine Commission
Falchi Bldg., 31-00 47th Ave.
Long Island City, NY 11101 | |

L'appel sera rejeté à moins d'envoyer une copie de la demande de recours en appel dûment remplie, y compris les pièces jointes, à l'Agence d'exécution responsable de la Citation à comparaître. Remarque : Si le Répondant demande une dispense pour difficultés financières, n'envoyez pas à l'organisme d'exécution responsable de la citation des copies de la preuve de vos difficultés financières.

3b) Vous pouvez prouver que vous avez envoyé une copie de l'appel à l'agence en cochant la case à côté de l'organisme d'exécution responsable de la citation à l'étape 3a ci-dessus ET en complétant et en signant la déclaration ci-dessous.

JE [votre nom en majuscules d'imprimerie] _____, HABITANT [votre adresse] _____, CERTIFIE SOUS PEINE DE PARJURE QUE JE SUIS AUTORISÉ(E) À SOUMETTRE CETTE DEMANDE ET QU'AU MIEUX DE MES CONNAISSANCES TOUTES LES INFORMATIONS QUE J'INCLUS SUR CE FORMULAIRE ET DANS LES ATTACHEMENTS ANNEXES, LE CAS ÉCHÉANT, SONT VRAIES, ET QUE, LE [DATE] _____ J'AI ENVOYÉ UNE COPIE DE CET APPEL À L'AGENCE CHARGÉE DE L'EXÉCUTION DE LA CITATION À L'ADRESSE INDIQUÉE CI-DESSUS EN LA PLAÇANT DANS UNE BOÎTE AUX LETTRES DU SERVICE POSTAL DES ÉTATS-UNIS OU PAR LE BIAIS D'UN AUTRE SERVICE POSTAL.

VOTRE SIGNATURE : _____

RÉSERVÉ À L'AGENCE D'EXÉCUTION

4) Les Agences d'exécution doivent joindre une affirmation distincte indiquant la remise du document au Répondant.